

Les dernières semaines à l'Assemblée nationale ont vu les revers s'accumuler pour le bloc central, comme pour le gouvernement. La mobilisation a encore faibli depuis les municipales

Mais où sont passés les députés ?

Abonnés absents

Au moins neuf textes sont encore inscrits à l'agenda des mois de mai, juin et juillet en cas de convocation d'une session extraordinaire. Un programme ambitieux que les députés peinent à suivre.

Dinah Cohen

L'HÉMICYCLE de l'Assemblée nationale est malade. Touché par le syndrome de la chaise vide, particulièrement contagieux. La cote d'alerte a été atteinte jeudi dernier.

Les députés examinent en début de soirée le texte pour réduire la durée des indemnités chômage versées à la suite d'une rupture conventionnelle. Les communistes déposent une motion de rejet. Sur leur route, peu d'opposants : neuf macronistes, cinq députés MoDem, quatre élus Horizons et seulement un pour la Droite républicaine. La motion de rejet est adoptée. Où sont passés les députés ?

Partis dans l'après-midi, une fois l'annonce du retrait du texte de Caroline Yadan, sur les « formes renouvelées de l'antisémitisme ». Personne n'avait à l'esprit le reste du programme, quand bien même les ruptures conventionnelles étaient prévues avant les discussions sur l'antisémitisme. Les élus de Gabriel Attal disent n'avoir été prévenus que dix minutes avant le vote. Le sujet n'a jamais été évoqué en réunion de groupe.

L'incident est symbolique, la proposition étant le fruit d'un accord trouvé entre les partenaires sociaux. Il n'est pas isolé. Partis pour la période de réserve juste avant les élections municipales, les députés ne sont jamais revenus. Les réunions de tous les groupes sont dépeuplées, à l'exception du Rassemblement national et de La France insoumise. Les premiers comptent parmi les plus disciplinés. Les seconds sont le plus souvent élus en Ile-de-France.

Tournant. Dans le groupe de Gabriel Attal, un appel a même dû être passé pour s'assurer que les membres de la commission de la défense soient tous présents cette semaine. L'enjeu n'est pourtant pas anecdotique, puisqu'il s'agit de l'examen de la loi de

programmation militaire. En privé, un député macroniste s'interroge également quant à la pertinence d'avoir des responsabilités sur le prochain budget de la défense. A quoi bon ?

Les municipales ont agi comme un tournant. La présidentielle approche, et avec elle une nouvelle dissolution. Ceux qui sont sûrs de repartir considèrent qu'il est plus important de faire du terrain que des lois. Surtout quand les revers s'enchaînent. Comme sur l'autorisation à travailler pour certains secteurs le 1^{er} mai, que le gouvernement a finalement suspendu pour écouter la parole des syndicats.

« Le gouvernement de Sébastien Lecornu, comme celui de François Bayrou, nourrit l'Hémicycle avec des propositions de lois ou des textes mal préparés. Faire venir des députés pour ça, c'est compliqué », s'agace le président (Horizons) de la commission des Affaires sociales, Frédéric Valletoux. « Quand un vrai sujet est abordé comme la fin de vie, on remarque qu'il n'y a pas de problème », poursuit l'élue.

Les députés justifient leur démobilisation par une mauvaise gestion de l'agenda. Le gouvernement, lui, juge que les difficultés

d'agenda sont liées à la démobilisation des députés. « Les choses sont planifiées à l'exception d'un ou deux textes qui ont souffert de l'obstruction de LFI. Il n'y a aucune instabilité sur le calendrier », balaye l'entourage du ministre des Relations avec le Parlement, Laurent Panifous, qui souligne « ne pas avoir la main sur le rythme d'examen ».

« **Surpolitisation** ». L'opposition de LFI brouille les repères. Les députés sont habitués à un rythme exigeant leur présence du mardi au mercredi à Paris, puis le reste du temps en circonscription. Depuis les municipales, le président du groupe des députés MoDem, Marc Fesneau ne cesse d'appeler à ne pas inscrire des textes importants en fin de semaine.

Mais l'agenda est si chargé, et les séances si imprévisibles, qu'il est de plus en plus nécessaire d'être présent à toute heure. « On assiste à une surpolitisation du moindre débat, le moindre amendement rédactionnel devient une bataille », déplore le député EPR, Vincent Caure.

Main tendue à des députés excédés, le gouvernement assure que la suite devrait s'arranger. L'entourage de Sébastien Lecornu souhaite limiter les sujets à un gros objet par semaine, en plus d'un petit, comme une proposition de loi. « L'accident du rejet de l'accord sur les ruptures conventionnelles doit servir d'exemple à tout le monde », affirme un proche de Laurent Panifous.

L'ambition semble déjà difficile à tenir. Les deux premières semaines du mois de mai sont grignotées par les ponts et une semaine de contrôle du gouvernement. La feuille de route initiale prévoit d'y insérer le projet de loi sur les polices municipales, le texte de Laurent Wauquiez pour une « légitime défense » des policiers, le projet de loi sur la sécurité du quotidien en plus de celui pour une allocation sociale unique, qui devrait connaître du retard. Tout ça ?

Les députés sont déjà dans l'après ; le gouvernement veut prouver qu'il est encore dans l'action. « Il reste une bonne année de législature », prévient-on au « MRP ». Sans savoir qui répondra à l'appel.

@DinahCohen



SIPA PRESS

Les députés justifient leur **démobilisation** par une mauvaise gestion de l'agenda. Le gouvernement, de son côté, juge que les difficultés d'agenda sont liées à la démobilisation des députés.

La ministre Stéphanie Rist a ravivé le sujet mardi, deux mois après la publication d'un rapport très attendu par le secteur

Dépenses de santé : vers des mesures d'économie pour l'hôpital public

Sorti du tiroir

Le gouvernement a annoncé mardi chercher six milliards d'euros d'économies, dont deux dans la sphère sociale, pour se prémunir d'impacts budgétaires liés au coût de la guerre au Moyen-Orient.

Aliénor Bierer

CE N'ÉTAIT PAS le sujet du jour, mais il a évité la trappe. Mardi, à la sortie d'un comité d'alerte sur les finances publiques qui se tenait à Bercy, la ministre de la Santé a remis sur la table la question d'une meilleure performance des établissements de santé. Après un plan sur les arrêts de travail, présenté le 9 avril dernier, le ministère aura « l'occasion de présenter » des mesures sur « l'efficacité hospitalière », a déclaré Stéphanie Rist devant la presse.

Travail collectif. Une information lâchée depuis Bercy, où le gouvernement a confirmé dans la matinée vouloir mobiliser six milliards d'euros d'économies, dont deux dans le champ de la Sécurité sociale - sans aucune indication sur les arbitrages à venir. La locataire de l'avenue Duquesne a toutefois martelé le message du moment : « On doit regarder chaque euro dépensé ». C'est dans ce contexte qu'elle a fait état de mesures complémentaires, après celles présentées le 9 avril dernier sur les arrêts de travail, en pleine envolée des dépenses liées aux indemnités journalières.

La question de l'efficacité dans les établissements de santé est un sujet attendu de longue date par le secteur. En février, le gouvernement

a autorisé la publication d'un important rapport de l'Inspection générale des affaires sociales et de l'Inspection générale des finances, bouclé en septembre mais longtemps resté dans les tiroirs.

Ce rapport visait uniquement le public. Contactée, la Fédération hospitalière de France (FHF) indique avoir été conviée au ministère fin avril pour une réunion sur le sujet. Son homologue du privé, la FHP, assure ne pas avoir reçu d'invitation. L'organisation a rappelé auprès de l'Opinion

« De nouvelles économies au sein des établissements ne fonctionneront pas », prévient-on au sein de la fédération du public, où l'on craint qu'une salve de coupes enrayer la « spirale positive » enfin retrouvée

qu'elle plaide pour un travail collectif entre le ministère et l'ensemble des fédérations, l'efficacité ne pouvant être menée dans une seule sphère.

Un avis partagé par la FHF, qui craint se retrouver seule dans le viseur budgétaire. « De nouvelles économies au sein des établissements ne fonctionneront pas », prévient-on au sein de la fédération du public, où l'on craint qu'une salve de coupes enrayer la « spirale positive » enfin retrouvée. Il faudra cette fois que l'efficacité « passe par les territoires », insiste-t-on.

Un constat a priori partagé par les inspecteurs généraux dans leur rapport, dans lequel est recommandé un changement d'échelle. Le rapport préconise par exemple de doter les Groupements hospitaliers de territoire (GHT) d'une personnalité morale. Le but ? Permettre une mutualisation renforcée des fonctions supports (RH, finances, systèmes d'information) et médico-techniques (comme la réinternalisation de la biologie au sein du groupe). La mutualisation des fonctions supports pourrait générer un milliard d'économies, sur les 2,5 milliards de déficit enregistrés en 2025.

Services de proximité. Un tel statut permet aussi d'avoir une vraie stratégie de groupe intégrée : « on va réentendre parler des achats hospitaliers », anticipe Maxime Morin, le secrétaire général du Syncass-CFDT, qui représente notamment les directeurs d'hôpitaux. Les achats représentent le deuxième poste de dépenses des hôpitaux (34 milliards d'euros par an) après le personnel, et leurs montants ont bondi de 36% entre 2019 et 2023, bien au-dessus de l'inflation.

L'accélération de la prise en charge en ambulatoire (sans nuitée) devrait aussi rester un incontournable. Les hôpitaux « se mettent la pression là-dessus tout seul », note le syndicaliste. Mais les fermetures des lits se heurtent chaque année aux pics épidémiques de l'hiver, observe-t-il. Enfin, le rapport met l'accent sur une restructuration des services de proximité. En clair, la fermeture de services de chirurgie ou de maternités passés sous certains seuils de rentabilité et de qualité. Las, les inspecteurs ont oublié de recommander une bonne dose de courage politique.

Les annonces de Matignon sur les aides aux carburants auront tout éclipsé mardi

Plan d'électrification : quand ça veut pas, ça veut pas !

Priorités

Les grandes lignes du plan d'électrification de la France ont été annoncées le 10 avril par le Premier ministre, **mais Matignon réserve toujours au « moment opportun » la publication formelle, avec le détail des mesures et des financements.**

Jade Grandin de l'Eprevier

ONZE JOURS après les annonces sur l'électrification de la France, ce mardi 21 avril devait être l'occasion d'en remettre une couche. Ce plan présenté « dans les grandes lignes » un vendredi à 18 heures est resté assez informel puisqu'il n'a même pas de trace écrite. La semaine dernière, l'entourage du Premier ministre a promis de préciser « d'autres mesures et le cadre de financement [...] le moment opportun ».

Ce mardi était-il le fameux « moment opportun » ? A 7 h 40, le ministre de l'Economie, Roland Lescure, annonce sur RTL que la Caisse des dépôts va avancer des fonds aux copropriétés pour installer des bornes de recharge permettant d'électrifier 1,2 million de places de parking d'ici à 2035. A 13 h 30, la ministre de la Transition écologique, Monique Barbut, depuis un immeuble HLM à Evry-Courcouronnes récemment relié à un réseau de chaleur urbain, détaille l'ambition gouvernementale d'installer un million de pompes à chaleur d'ici à 2030 et faire sortir deux millions de logements sociaux du gaz d'ici à 2050. Son équipe promet même « de prochaines annonces » sur le fameux plan d'électrification.

Cette journée devait culminer avec un déplacement de la porte-parole du gouvernement et ministre de l'Energie, Maud Bregeon, de 14 heures à 17 heures, à Douai (Nord), pour vanter le leasing électrique depuis l'usine Renault, puis les pompes à chaleur à l'institut Mines-Telecom. Las, ce déplacement a été reporté à une date ultérieure pour permettre à la ministre d'assister à une tout autre séquence, consacrée cette fois aux aides sur les carburants.

« **Possibilité** ». Place aux subventions en faveur des énergies fossiles. A 16 h 30 se sont retrouvés à Matignon, outre Maud Bregeon, Monique Barbut et Roland Lescure, leurs collègues Serge Papin (Artisanat), Françoise Gatel (Territoires), David Amiel (Budget), Philippe Tabarot (Transports), Catherine Chabaud (Mer), Mathieu Lefèvre (Transition écologique), et Sébastien Martin (Industrie). Et à 17 h 50, Sébastien Lecornu a présenté une série de mesures en faveur des ménages et secteurs les plus exposés aux prix des carburants. Quant à Maud Bregeon, son programme a changé, avec une matinale mercredi matin pour faire le service après-vente des annonces, comme son poste de porte-parole du gouvernement le veut.

Ces aides sur les carburants, très attendues, n'éclipseraient-elles pas les prises de paroles sur l'électrification ? « C'est une possibilité », reconnaît un conseiller ministériel, mais « le contexte politique et géopolitique est tellement mouvant, ce n'est pas idéal, on ne peut pas tout le temps tout décaler ». « Le Premier ministre est fondé à formuler des annonces au moment qu'il juge le plus opportun, et la situation géopolitique très instable conduit à décaler les agendas et reporter des événements, ce qui n'est pas choquant dans le contexte de crise », renchérit l'entourage de Maud Bregeon.

Et le plan d'électrification, où en est-il, onze jours après son dévoilement ? Les services du Premier ministre n'ont toujours pas jugé bon de le publier. « Il ne faut pas l'avoir en tête comme un objet figé », décrypte le conseiller ministériel cité plus haut. Le groupe de travail sur le logement, qui a été pressé de faire « des propositions massives dans un délai très court », estime d'ailleurs n'avoir « pas terminé ses travaux », a déclaré mardi celle qui le préside, Emmanuelle Cosse (Union sociale pour l'habitat). Du côté de l'association France Renouvelables, on espère qu'il y aura « d'autres annonces avec Roland Lescure, Monique Barbut, Maud Bregeon ». Un jour, peut-être !

@JadeGrandin